

Selon la dixième édition du baromètre de KPMG et de la CGPME sur le financement et l'accès au crédit des PME

En 2010, 60 % des PME n'ont pas vu leur résultat s'accroître Près d'une PME sur deux a du réduire ses marges

Pour la dixième édition de ce baromètre, l'IFOP a interrogé fin mai 2011, à la demande de KPMG et de la CGPME, plus de 400 dirigeants d'entreprises françaises de 10 à 500 salariés sur leur financement et leur accès au crédit.

En 2010, les variations des prix des matières premières et du chiffre d'affaires ont fortement impacté les résultats des PME

L'évolution du résultat avant impôts des PME entre 2009 et 2010 est très hétérogène : 38% des dirigeants interrogés le déclarent en augmentation, 31% en diminution, et 29% à un niveau stable.

Près d'une PME sur deux (46%) déclare avoir réduit ses marges pour maintenir son chiffre d'affaires en 2010, en particulier dans l'industrie (56%) et le BTP (54%). De plus, 65% des dirigeants déclarent que la variation du chiffre d'affaires et des prix des matières premières a eu des conséquences fortes sur l'évolution du résultat avant impôts de leur entreprise entre 2009 et 2010.

Respectivement 44% et 25% des patrons de PME estiment que les délais de paiement et la variation des stocks ont eu un impact important sur l'évolution de leur résultat avant impôts.

La hausse des coûts et des prix des fournisseurs, principale préoccupation des patrons de PME aujourd'hui

Seuls 10% des dirigeants interrogés déclarent que leur entreprise ne rencontre aucune difficulté, contre 16% en décembre 2010. **La hausse des coûts et des prix des fournisseurs est la préoccupation la plus citée par les dirigeants (69%)**. En revanche, **la baisse du chiffre d'affaires ne constitue plus une difficulté majeure que pour 36 % des PME (contre 63% il y a 2 ans en plein cœur de la crise)**. Enfin, les problèmes de trésorerie ou de financements concernent encore 26% d'entre elles.

Un regain de confiance qui diminue l'autocensure vis-à-vis des banques

Si l'inquiétude dans le domaine économique est toujours ressentie par 66% des patrons de PME, elle atteint toutefois le niveau le plus bas depuis la création du baromètre en février 2009 (-21 points).

Dans ce contexte, **ils ne sont plus que un sur cinq à ressentir les impacts négatifs de la situation économique sur leurs conditions d'accès au crédit (20%)**, en recul de 17 points par rapport à janvier 2010, qui marquait un pic.

Cette situation plus favorable amène moins de dirigeants de PME à limiter leurs demandes de crédits : désormais, 23% (contre 43% en juin 2010) déclarent se restreindre dans leurs investissements et leurs demandes auprès des banques.

Des besoins en financements qui augmentent

Les besoins en financements connaissent une légère hausse : 63 % des patrons interrogés déclarent en avoir au moins un (+2 points), dont 39% pour financer des investissements (+3 points) et 33% pour leur exploitation (-1 point).

Les types de crédits nécessaires pour financer les investissements sont en évolution. Après une diminution début 2011, **les besoins de crédits pour des investissements de remplacement ou d'entretien (51%)** et pour des investissements d'équipement (47%) connaissent un regain (respectivement +6 points et +3 points). A contrario, les besoins de crédits pour des acquisitions de développement sont en forte baisse (19% contre 31% il y a 3 mois), tandis que ceux pour des investissements d'innovation restent stables (19%).

Un renforcement des exigences des banques

74% des dirigeants de PME déclarent ressentir au moins une mesure de durcissement de la part de leur banque (contre 70% en mars 2011, et 64% en décembre 2010). Ce sentiment est plus présent dans le BTP (81%) et dans les entreprises qui ont des besoins de crédits pour leur exploitation (85%).

La mesure de durcissement la plus citée par les dirigeants reste le financement avec des frais élevés ou à des montants plus faibles que souhaités (48%, +3 points), suivie des demandes de garanties supplémentaires (36%). La hausse du durcissement la plus marquée concerne la réduction des crédits ou des facilités de trésorerie, ressentie désormais par 32% des dirigeants, contre 23% il y a trois mois. 31% mentionnent le fait que leur banque finance seulement après avoir demandé d'autres cofinancements, et 20% après beaucoup de délais.

Dans ce cadre, 44% (-3 points) envisagent d'examiner les conditions d'autres banques concurrentes. En revanche, la part des dirigeants susceptibles de réétudier leurs lignes de crédits est en baisse (33%, -2 points).

Méthodologie

- Echantillon de 401 dirigeants d'entreprises, représentatifs des entreprises françaises de 10 à 500 salariés.
- La représentativité de l'échantillon a été assurée par un échantillonnage raisonné sur les quotas (taille salariale, secteur d'activité, région) et un redressement selon les données INSEE.
- Les interviews téléphoniques du neuvième baromètre ont eu lieu du 23 au 30 mai 2011.

KPMG en France

Premier cabinet français d'audit, d'expertise comptable et de conseil, KPMG est membre de KPMG International Cooperative, réseau de cabinets nationaux indépendants, présent dans 150 pays. Le cabinet intervient auprès des groupes internationaux, sociétés cotées, PME, entités du secteur public et de l'économie sociale et solidaire, dans le cadre d'activités d'audit, d'expertise comptable et de conseil.

www.kpmg.fr



Suivez notre actualité sur Twitter !

CGPME

1 650 000 entreprises représentées - 550 000 entreprises adhérentes

Par ses **123 Unions territoriales interprofessionnelles** présentes dans toute la France, la CGPME permet l'accès à l'information. Dans le cadre de la défense des intérêts collectifs de ses adhérents, elle leur dispense assistance et conseil. Elle est également un lieu de rencontres, d'échanges d'expériences, de partage de savoir-faire pour les chefs d'entreprise.



Forte de ses 220 fédérations professionnelles, la CGPME est à l'origine de nombreux services qui simplifient la vie des entrepreneurs.

[Téléchargez l'application CGPME pour iPhone](#)

Contacts :

KPMG : Ingrid Pinchot – 01 55 68 92 89 – ipinchot@kpmg.fr

CGPME : Soraya Djidel : 01 47 62 73 79 - communication@cgpme.fr